



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2506
12 août 2016
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

Le journal
d'Arlette Laguiller

OUVRIÈRE

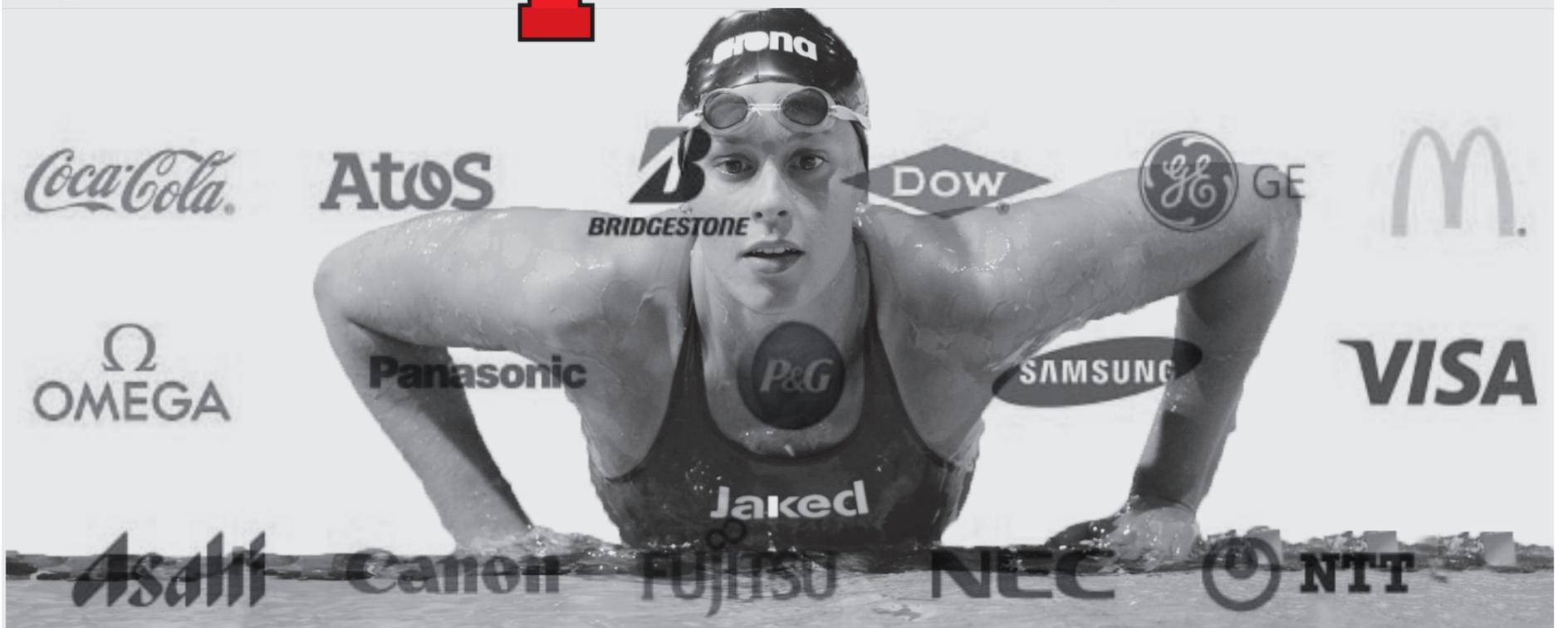
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Jeux olympiques

Le sport noyé

dans la foire

aux profits



Air France

**Un nouveau
licenciement
scandaleux**

page 11

Migrants

**L'Europe se
ferme à la
détresse**

page 4

Turquie

**Du coup d'État
à la démocratie
selon Erdogan**

page 6

Jeux olympiques : spectacle, paillettes et réalité sociale

Plus de trois milliards de téléspectateurs auraient assisté à la cérémonie d'ouverture des JO à Rio : paillettes, samba, feu d'artifice, défilé de vedettes. Peu importe aux organisateurs de ce grand cirque médiatique que le Brésil sombre dans une grave crise économique, doublée d'une crise politique. Peu leur importe qu'une majorité de Brésiliens s'oppose aux Jeux et que la torche olympique ait été, par endroits, sifflée dans les rues de Rio. Peu leur importe que des milliers de pauvres des favelas aient été jetés à la rue sans être relogés pour faire place aux stades, aux routes pour les desservir, aux parkings. Peu leur importe que l'État de Rio, déjà en faillite, soit incapable de payer la facture qui sera inévitablement présentée à la population, déjà frappée par la crise économique. Peu leur importe que les policiers et les militaires déployés dans les rues le soient moins pour protéger la population contre un éventuel acte terroriste que pour protéger le cirque médiatique contre la population. Peu leur importe tout cela : que le spectacle continue ! Que les téléspectateurs soient arrosés d'images de ce formidable support de publicité qu'est l'événement sportif le plus regardé au monde !

Lorsqu'il a été désigné pays organisateur de ces jeux, le Brésil était présenté comme un « pays émergent », un de ces grands pays pauvres qui étaient en croissance et dont on prétendait qu'ils étaient susceptibles de tirer l'économie capitaliste en crise vers la reprise. Mais, depuis, la crise a frappé le Brésil, avec d'autant plus de violence que les taux de croissance spectaculaires n'ont profité qu'à la bourgeoisie locale et surtout aux grandes entreprises multinationales. La croissance n'a que très peu amélioré le sort des classes exploitées, mais l'effondrement les atteint de plein fouet.

Malgré le clinquant de la classe privilégiée, le Brésil reste un pays sous-développé, marqué par les inégalités, miné par la corruption. La vitrine que sont censés être les JO ne montre pas seulement les performances sportives ou des images de carte postale des plages de Copacabana. Elle montre des hébergements insalubres même dans le village olympique, les débris flottant dans la baie où doivent se dérouler les épreuves nautiques. Combien d'argent détourné par de petits margoulin de la bourgeoisie, combien pour arroser les responsables politiques à différents niveaux ? Et surtout, com-

bien d'encaissé par les entreprises du BTP qui ont construit les stades, le village olympique, le métro et les autoroutes ? Et combien par les banques, les compagnies d'assurance, qui sont derrière ?

C'est le sport et ses performances qui font vendre, mais ce sont des milliers de bourgeois grands et petits qui encaissent. Et la majorité pauvre de la population du Brésil qui payera.

Les discours sur les idéaux qu'incarne le sport olympique ne sont que des discours. Derrière les performances sportives, il y a le tintement des tiroirs-caisses. Les dirigeants politiques se servent depuis longtemps des sports comme terrain de rivalité entre États, pour faire brandir des drapeaux, résonner les hymnes nationaux, pousser au chauvinisme pour obtenir autour d'eux cette unité nationale qu'ils ont si souvent du mal à obtenir autrement. Ce n'est certes pas par amour du sport que Hollande est allé à Rio faire du lobbying avec l'objectif de décrocher pour la France les JO de 2024. Il y va de son intérêt politique et plus encore de l'intérêt bien matériel de ses mandants, les Bouygues, Vivendi, les grands patrons du BTP et des chaînes de télévision.

Les JO, dans ce monde dominé par le capitalisme, sont avant tout de gigantesques foires commerciales. Malgré leurs efforts pour arriver au sommet, malgré leurs rêves, les athlètes qui les animent n'en sont que les petits figurants, indispensables pour faire le spectacle, mais figurants quand même, dont la valeur aux yeux des sponsors ne s'établit pas en fonction de leurs seules performances mais aussi de leur image comme support publicitaire. À côté d'un Riner ou d'un Manaudou, combien d'autres, usés dans l'anonymat et broyés par la machinerie commerciale ?

« Rio 2016 : des Jeux pour oublier les crises », titrait un quotidien. Ils n'ont pas ce pouvoir, ni au Brésil, ni ailleurs, dans ce vaste monde qui est abreuvé d'images d'épreuves sportives, y compris là où sévit la crise, s'élargit la pauvreté, monte la barbarie des guerres. Mais il ajoute au capitalisme un aspect odieux de plus, car le sport, ça pourrait être une belle chose, indispensable à l'épanouissement de chaque individu, s'il n'était pourri, comme toutes les activités humaines, par une organisation sociale où l'argent est roi.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		ENTREPRISES	
Loi travail : la censure se fera dans la rue	3	Exploitation digne du 19 ^e siècle	5
Chômage : tripatouillages gouvernementaux	3	Tourisme et subventions patronales	5
Cars Macron	3	Calais : guerre économique payée par les travailleurs	12
Loyers en hausse, APL en baisse	3	SFR : réductions d'effectifs	12
L'Europe se ferme à la détresse des migrants	4	DANS LE MONDE	
Migrants condamnés à l'errance à Paris	4	Turquie : la démocratie selon Erdogan	6
Prisons surpeuplées	4	Turquie : l'hypocrisie des dirigeants européens	6
Fil rouge	4	Syrie : cinq ans de guerre et de barbarie	7
Les gros céréaliers se font du blé	5	Israël : impasse de la répression	7
Blé ukrainien, profits français	5	Mauritanie : grève à la mine de Tasiast	7
Diesel et intérêts patronaux	5	Jeux olympiques, jeux du profit	8
		RATP : projet d'ouverture à la concurrence	10
		Transports de La Rochelle	10
		Techno-Vert - Belfort	10
		PSA : ils n'en ont jamais assez	10
		Air France : nouveau licenciement	11
		1936	
		Les premiers congés payés	9
		TOUT L'ÉTÉ	
		Lutte ouvrière à votre rencontre	12
		Le blog de Nathalie Arthaud	12

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Loi travail : la censure se fera par la rue

Saisi par des députés du PS et de la droite, le Conseil constitutionnel n'a censuré que deux articles, trouvant ainsi le moyen de supprimer encore quelques droits aux organisations syndicales. Les prétendus sages y ont vu « une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre ». Par contre, ils ont jugé que l'utilisation du 49-3 à répétition n'avait pas nui au débat parlementaire, puisqu'il est prévu par la Constitution...

La loi a donc été publiée au *Journal officiel* lundi 8 août et le gouvernement a annoncé qu'il allait publier les décrets d'application

d'ici la fin de l'année.

Les travailleurs n'avaient rien à attendre des membres de ce genre d'institutions qui ne manquent jamais une occasion de défendre les intérêts des possédants.

La seule voie pour faire reculer le gouvernement et le patronat, c'est de poursuivre la mobilisation, en faisant grève et en manifestant dès le 15 septembre, à l'occasion de la journée d'action organisée par plusieurs organisations syndicales pour exiger le retrait de la loi travail.

Hervé Boidet

Chômage : les tripatouillages du gouvernement

Le gouvernement ne cesse de claironner qu'il agit contre le chômage. Mais une note de Pôle emploi, rendue publique par *Le Canard enchaîné*, confirme que ce sont surtout les chiffres du chômage que le gouvernement veut maquiller.

En effet, le chiffre officiel du chômage ne correspond pas à la totalité de ceux qui n'ont pas de travail. Les chômeurs sont classés en plusieurs catégories. Lors des publications des chiffres du chômage, le gouvernement ne prend en général que la catégorie A, ceux qui n'ont pas du tout travaillé dans le mois. C'est ainsi qu'on passe en 2016, de 6,1 millions de chômeurs toutes catégories confondues, à 3 525 700 chômeurs officiels en France métropolitaine, fin juin 2016.

Dans la note révélée par *Le Canard enchaîné*, la direction de Pôle emploi

expose son plan pour proposer un stage à plus de 500 000 chômeurs de catégorie A et donc de les basculer dans une catégorie qui n'est pas prise en compte dans les chiffres du chômage. Elle a calculé qu'il fallait que chaque conseiller de Pôle emploi pousse quinze demandeurs d'emploi par mois à suivre un stage, n'importe lequel.

Interrogée sur la réalité de cette note, Clotilde Valter, secrétaire d'État chargée de la formation professionnelle et de l'apprentissage, a répondu que « l'article du *Canard enchaîné* sur Pôle emploi est caricatural. La tendance sur le long terme est à la baisse du chômage ». Le porte-parole du gouvernement, lui, a affirmé que « la formation est un enjeu majeur pour l'emploi ». On est prié de croire tous ces menteurs.

Arnaud Vautard



Manifestation parisienne le 5 juillet.

Logement : loyers en hausse, APL en baisse

Dès ce mois d'août, 78 000 locataires devraient avoir la mauvaise surprise de voir leur APL (aide personnalisée au logement) diminuer de façon significative. Pour 16 000 autres, cette allocation sera purement et simplement supprimée.

Le gouvernement a en effet décidé depuis juillet « de limiter le montant de l'APL des ménages dont les loyers sont considérés comme manifestement trop élevés par rapport à la taille du ménage ». Autrement dit, les locataires à faible revenu n'ont pas à s'offrir

un appartement au-dessus de leurs moyens, sous prétexte que l'APL est là pour les aider.

Hypocritement, le gouvernement dit vouloir par cette mesure peser sur le prix excessif de la plupart des loyers, en menaçant les propriétaires de ne pas trouver preneur dès lors que leurs locataires ne sont plus aidés.

Certes, une grande partie des APL, qui représentent près de 17,4 milliards d'euros, bénéficient à des bailleurs privés et des promoteurs immobiliers. Mais cette mesure

sanctionne ceux qui sont déjà victimes du coût des loyers. Comme le dit un représentant de la Confédération nationale du logement, « c'est la double peine pour les familles des milieux populaires : non seulement, elles payent des loyers élevés mais en plus, elles verront les aides diminuées ou supprimées ».

Quant aux marchands de sommeil et autres requins de l'immobilier, ils trouveront toujours des locataires prêts à se priver de tout le reste pour avoir un toit sur leur tête.

Christian Chavaux

Cars Macron : les compagnies s'apprêtent à nous rouler

Adoptée en juillet 2015, la loi Macron préconisait de libéraliser le marché du transport par autocar. Mais le « libre jeu du marché » a permis rapidement la mise en place de situations de quasi-monopole.

En effet, seules trois compagnies se partagent aujourd'hui ce marché. Le réseau d'autocars couvre 150 villes en France, dans 73 départements, et près de la moitié de ces liaisons sont aussi assurées par le chemin de fer. Mais alors qu'il faut 3 h 30 pour faire un Paris-Montpellier en train, le bus, lui, met 13 h 30 !

Quant à la course à la rentabilité, elle se fait aux

dépens des salariés, les chauffeurs étant mis en concurrence et livrés à la sous-traitance. Un chauffeur de Flexibus, qui effectue le trajet Toulouse-Marseille, racontait qu'il était souvent logé dans des hôtels insalubres où il lui était impossible de trouver le sommeil, et qu'il subissait aussi la pression constante de son employeur pour réduire ses temps de repos.

Faisant la promotion de

sa loi, Macron avait déclaré que les pauvres pourraient ainsi voyager plus grâce à des prix plus bas. Mais même cet aspect-là risque de faire long feu. Après avoir procédé à des prix d'appel pour conquérir des parts de marché, les trois compagnies ont annoncé qu'elles allaient désormais augmenter leurs prix. Elles commenceraient sur les lignes dites horizontales (Lyon-Nantes ou Bordeaux-Clermont par exemple), non concurrencées par la SNCF, ainsi que pendant les périodes de fête.

C. C.

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon :

24 et 25 septembre
Saint-Priest, Espace Mosaïque

Allocution de Nathalie Arthaud le samedi

Toulouse :

24 et 25 septembre Hall 8, Parc des expositions
Allocution de Nathalie Arthaud le dimanche



Réunion publique de Nathalie Arthaud

candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle

à Paris

vendredi 30 septembre

à 20 h 30

au Cirque d'Hiver - Bouglione

110, rue Amelot, Paris 11^e
métros Filles-du-Calvaire ou Oberkampf

Entrée gratuite

Migrants : l'Europe se ferme à la détresse

Vendredi 5 août, 200 à 300 migrants ont réussi à déborder les gardes à la frontière italienne et à pénétrer dans Menton. On a pu les voir errer dans la ville, avant d'être arrêtés et reconduits en Italie. En même temps, des gendarmes essayaient de courir sur les rochers en bord de mer et lançaient leurs bombes lacrymogènes sur d'autres migrants tentant de passer.

Lundi 8 août, à l'autre bout du pays, à Calais, débutait la construction d'un mur végétalisé de quatre mètres de haut pour barrer l'accès de la rocade portuaire aux migrants tentant de passer en Angleterre. Il prolonge des grilles de six mètres dressées en juin, qui elles-mêmes en prolongeaient d'autres installées en avril 2015 à partir du

port. Même si elles sont payées par le gouvernement britannique, ces barrières sont néanmoins construites sur décision du gouvernement français.

La liberté de circuler entre les États européens, qu'ils soient signataires ou pas des accords de Schengen se réduit comme peau de chagrin pour les personnes originaires d'autres pays, tant les obstacles se multiplient. Ainsi, le gouvernement français a-t-il rétabli le contrôle aux frontières. Cela devait être une mesure provisoire, mais c'est un provisoire qui s'éternise. Les murs ou les barbelés ont beau être camouflés derrière des feuilles (et pourquoi pas des fleurs ?), ils n'en sont pas moins destinés à rejeter les réfugiés cherchant un asile en Europe.

Frédéric Gesrol



Migrants bloqués à la frontière franco-italienne.

condamnés à l'errance à Paris

Depuis le début de l'été, la chasse aux migrants devient systématique dans les quartiers du nord de Paris où ils survivent tant bien que mal en attendant de pouvoir faire une demande d'asile ou de gagner la Grande-Bretagne ou des pays nordiques. La plupart sont des Soudanais, Érythréens, Afghans, Syriens, etc., chassés de chez eux par la guerre et la misère.

Il y a encore plusieurs

mois, quand un campement était démantelé, la préfecture de police leur faisait une offre de logement. Même si celui-ci n'était que provisoire ou situé loin de tout en province, cela leur permettait au moins de récupérer quelque temps de toutes les épreuves endurées. Maintenant, à peine ont-ils installé un campement qu'ils en sont chassés sans ménagement par les forces de police, avec

souvent l'emploi de gaz lacrymogène, et sans aucune proposition d'hébergement.

Un membre du collectif La Chapelle debout!, qui leur vient en aide, a constaté que, « en quatre jours, 350 personnes ont été interpellées, 25 hospitalisées, cinq en prison ». Et dès qu'ils sont chassés, des grillages sont mis pour les empêcher de revenir, entre autres sous le métro aérien du quartier de Stalingrad.

Pour protester contre les mauvais traitements subis par ces migrants, un rassemblement avait été prévu samedi 6 août place de la République. Mais quand eux et leurs soutiens ont voulu s'y rendre depuis leur campement, ils ont tout de suite été bloqués par les CRS, sous prétexte que seul un rassemblement était autorisé, et non pas une manifestation!

La mairie de Paris a promis pour septembre l'ouverture d'un « lieu humanitaire de premier accueil », dans le nord de Paris. En espérant que cela sera réalisé dans les temps, d'ici là, les migrants sont condamnés à se déplacer d'un bout de trottoir à un autre, dans des conditions sanitaires immondes, avant d'en être délogés par la force.

Marianne Lamiral

Prisons : la démagogie sécuritaire et ses conséquences

Valls et le ministre de la Justice Urvoas se sont déplacés, lundi 8 août, à la maison d'arrêt de Nîmes, particulièrement touchée par la surpopulation carcérale.

La France, régulièrement dénoncée pour ses conditions de détention particulièrement indignes, compte actuellement plus de 69 000 prisonniers, soit 11 000 de plus que le nombre de places disponibles. Près

de 1 600 détenus dorment sur des matelas posés au sol. Dans de nombreuses cellules, 3 personnes s'entassaient dans 9 m².

Contrairement à une idée répandue par les politiciens les plus réactionnaires, les

juges, subissant la pression sécuritaire, prononcent de plus en plus de condamnations et celles-ci sont de plus en plus sévères. Par ailleurs, le nombre de ceux qui sont incarcérés en attendant leur jugement, et qui seront peut-être déclarés innocents, a encore augmenté cette année de 13,8%. Cela représente près d'un tiers des prisonniers. Ce surpeuplement entraîne bien sûr

régulièrement des flambées de violence, comme le dénoncent les syndicats des gardiens de prison.

Le gouvernement parle d'augmenter le nombre de places de prison. Mais comme le dit Adeline Hazan, la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, « l'histoire a montré que plus on construisait de places, plus elles étaient remplies ».

En réalité, c'est la crise,

le chômage de masse et l'absence de perspectives dans bien des quartiers populaires qui créent les conditions de la délinquance quotidienne. C'est contre cela qu'il faudrait lutter.

Mais le gouvernement et la droite préfèrent bien sûr rivaliser dans la démagogie sécuritaire.

Arnaud Vautard

Fil rouge

À droite : une bataille vraiment primaire

Se présenter à la primaire de la droite, qui doit désigner son candidat à l'élection présidentielle, est plus facile à dire qu'à faire. Il faut en effet réunir avant le 9 septembre le parrainage de 250 élus dans 30 départements, dont 20 parlementaires, et de 2 500 adhérents LR. Or, se plaint Nathalie Kosciusko-Morizet, dite NKM, elle n'a même pas accès à la liste des adhérents du

parti Les Républicains. Et de toute évidence, les Juppé, Sarkozy ou Fillon ne veulent rien faire pour faciliter la candidature des nombreux outsiders.

Ils sont aujourd'hui plus d'une dizaine à se précipiter dans l'espoir, sinon de vaincre à la primaire, au moins de faire parler d'eux. Et puis, être parmi les candidats peut permettre, au moins, de négocier les conditions d'un retrait. Cela peut être, par exemple, la promesse d'un

poste dans le prochain gouvernement de droite.

Mais n'allez pas voir là, bien sûr, autre chose qu'une « bataille d'idées »...

Un agent dormant

Fruit d'une intense réflexion destinée à contrer le risque d'attentat islamiste, le gouvernement a dégainé une arme anti-radicalisation de tout premier calibre : Jean-Pierre Chevènement.

Celui qui était « représentant spécial pour la Russie » au Quai d'Orsay va être

propulsé, à 77 ans, à la tête de la Fondation pour les œuvres de l'islam en France, qui sommeillait depuis sa création il y a onze ans.

On ne sait pas si sortir Chevènement de son hibernation va réveiller cette institution... En tout cas, c'est sympa de le changer de placard de temps en temps.

Riches et fraudeurs

Le fisc allemand s'apprête à transmettre à son homologue français un fichier de 42 540 contribuables soupçonnés d'avoir

camouflé leur argent au Luxembourg pour échapper à l'impôt. La plupart seraient de gros poissons.

Quand les évadés fiscaux font acte de repentance, en général après avoir été pris la main dans le sac, le fisc sait être compatissant. Il leur permet de négocier l'amende. Le salarié qui, lui, a une semaine de retard dans le paiement de ses impôts directs, a peu de chance d'échapper aux 10% de pénalités.

Céréaliers : comment les gros se font du blé

Ces derniers jours ont vu se multiplier articles et reportages sur « la pire récolte [de blé] depuis 30 ans en France » (*Les Échos*). Une mauvaise météo de printemps serait la cause de rendements inférieurs de 30 % en moyenne à ceux de 2015, avec en outre un blé de moins bonne qualité et donc plus difficile à écouler.

À cela s'ajoute le fait que, dans d'autres pays gros producteurs de céréales, États-Unis, Canada, Ukraine, Russie, la récolte bat des records. Les médias comme les associations de producteurs présentent cette abondance comme une catastrophe. Un comble, comme s'il n'y avait pas sur terre des millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui souffrent de ne pas manger à leur faim.

Seulement voilà, dans cette société capitaliste organisée pour et par le profit privé, l'intérêt collectif a peu de place : seul compte le marché. Et comme une production record à l'échelle internationale n'est conçue que pour la demande solvable, cela se traduit par une baisse des cours à la Bourse de Chicago, dont les cotations servent de références mondiales pour le prix des produits agricoles.

D'où un autre facteur poussant à la baisse les revenus des céréaliers français. Pourtant, ce secteur de l'agriculture pouvait sembler depuis longtemps à l'abri des aléas financiers,

sinon météorologiques. Et ce n'est pas un hasard si, trustant une bonne partie des aides françaises et européennes de la PAC, il concentre de très grosses exploitations, comme dans le bassin parisien, avec des revenus en conséquence.

C'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement s'est hâté de prendre des mesures en sa faveur, dès fin juillet. Et si la presse ne traite que maintenant de la situation des céréaliers, cela ressemble beaucoup à la préparation de l'opinion avant un plan d'aide massive au secteur. Ou plutôt, ce que dénoncent déjà le Mouvement de défense des exploitants familiaux et la Confédération paysanne : un plan de « soutien aux exploitations industrielles ».

En fait, même si le gouvernement a annoncé des reports de charges, de remboursements d'emprunts et de versements de cotisations à la MSA (sécurité sociale agricole), les mesures envisagées, qui devraient être présentées en octobre, s'adressent aux gros céréaliers, pas aux petites



exploitations. C'est précisément ce que réclamait la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), lobby et porte-parole des capitalistes du secteur, tel son président Xavier Beulin, à la

tête d'un empire financier dans l'agroalimentaire.

Que le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, soit aux petits soins pour ces « pauvres paysans » là, comme disait Fernand Reynaud dans son sketch

sur un céréalier nommé Crésus, cela n'a rien d'étonnant. Ce n'est que la poursuite de la politique gouvernementale d'aides à tout-va à la bourgeoisie et au grand patronat.

Pierre Laffitte

Blé ukrainien, profits bien de chez nous

Dans cette affaire des cours du blé, il faut plus que de l'hypocrisie à certains pour pointer du doigt la « concurrence » de pays céréaliers à faible coût de main-d'œuvre comme la Roumanie, membre de l'Union européenne, ou l'Ukraine, associée à cette même Europe.

En effet, certains groupes financiers français profitent largement de cette situation pour faire du blé dans ces pays. Ainsi, un des plus gros exportateurs de blé ukrainien, AgroGeneration, est en fait une société française, dont le principal actionnaire place et déplace ses

capitaux dans des secteurs aussi variés que l'énergie, la finance ou la location de terres, pourvu que cela lui rapporte un maximum. Aux dernières nouvelles, AgroGeneration exploitait plus de 130 000 hectares aux quatre coins de l'Ukraine.

P.L.

Diesel : un renfort pour les patrons de l'automobile

En déplacement le 3 août dans une usine de l'équipementier Bosch, spécialisée dans les moteurs diesel, Macron, le ministre de l'Économie, a lourdement insisté : « Il ne faut pas faire la chasse au diesel », il est « au cœur de la politique industrielle

française ».

Il en a rajouté dans la démagogie, en prétendant qu'il avait le souci des foyers « qui ont le moins de pouvoir d'achat ». Cette déclaration visait la maire de Paris, Hidalgo, qui, sous prétexte de lutte contre la pollution, veut interdire

à Paris les voitures diesel d'ici 2020, sans se soucier des problèmes, financiers notamment, que cela pose aux travailleurs qui ne peuvent pas changer de voiture facilement.

Mais la déclaration de Macron s'adresse surtout aux patrons de

l'automobile. Pendant des années, les gouvernements successifs ont aidé les marques françaises très impliquées dans le diesel, le rendant financièrement plus intéressant pour les automobilistes. Mais, avec l'évolution de la réglementation, les constructeurs de

l'automobile vont peut-être avoir plus de mal à vendre ce type de véhicules.

Alors Macron veut leur montrer qu'ils pourront toujours compter sur lui pour les défendre. Après tout, c'est à cela que sert un politicien.

Arnaud Vautard

Tourisme et subventions patronales

Du fait des attentats, à en croire les médias, il y aurait moins de touristes étrangers en France. Enfin, pas partout : leur fréquentation semble progresser en province, alors que les touristes à fort pouvoir d'achat (Américains, Japonais, Chinois...) bouderaient Paris, tout particulièrement ses hôtels de haut de gamme.

Derrière les déclarations du ministre chargé du secteur, pour qui « la France doit rester la première destination touristique mondiale », on peut entendre sans grande difficulté les jérémiades de l'hôtellerie et du commerce de luxe parisiens. Du coup, le gouvernement annonce déjà un plan de relance, dont on peut parier qu'ils

en seront les principaux bénéficiaires.

L'an dernier, ce même gouvernement avait déjà débloqué un milliard d'euros d'aides à ce titre. Cette fois-ci, il s'apprête à faire encore plus. Mais toujours avec l'argent des contribuables, lequel ira directement dans la poche du patronat du secteur touristique.

P.L.

Exploitation digne du 19^e siècle

L'entreprise de livraison de repas à domicile Take Eat Easy est en redressement judiciaire. En France, 2 500 coursiers ont perdu leur travail du jour au lendemain.

Cette start-up faisait livrer des repas par des coursiers à vélo avec le statut d'auto-entrepreneurs payés à la course. Ils signalaient leur disponibilité par une application sur téléphone portable et l'entreprise leur proposait des courses selon leur localisation et celle des

clients.

Les coursiers ont appris brutalement le 26 juillet la fermeture de l'entreprise, alors que leurs missions du mois ne leur avaient pas été payées. Comme ils sont prestataires et non-salariés, ils n'ont que peu de garanties d'obtenir ce paiement. Et ils ne toucheront pas d'indemnités de licenciement.

La différence avec les patrons d'il y a 200 ans, c'est qu'ils ont été avertis par Internet.

Hervé Boidet

Turquie : la démocratie selon Erdogan

Le 7 août à Istanbul, c'est sur le site de Yenikapi, un immense espace gagné sur la mer, que le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est adressé à la foule, dans un grand meeting qui se voulait le couronnement de la mobilisation déclenchée depuis la tentative de coup d'État de la nuit du 15 au 16 juillet.

Depuis ce jour-là en effet, Erdogan se présente comme le représentant de la démocratie, voulu et choisi par le peuple turc et qu'une petite faction de militaires a voulu renverser. Lui et son parti l'AKP ont appelé la population à afficher son soutien à cette « démocratie » en venant tous les soirs sur les places assister aux meetings tenus par ses partisans. Les transports ont été rendus gratuits, les moyens des municipalités ont été mobilisés pour acheminer de l'eau, servir des repas, installer des toilettes, des services d'urgence et tout le nécessaire pour accueillir la foule, à qui des petits vendeurs proposaient de se munir du drapeau national turc de rigueur. La télévision s'est mise de la partie pour inviter ses auditeurs à se considérer comme mobilisés pour se rendre à ces meetings et assurer leur succès. Cela a été encore le cas avec le rassemblement massif du 7 août à Yenikapi.

La population appelée à montrer son soutien

Depuis le 16 juillet, les bulletins d'information ont chaque jour retransmis les images, venues de tout le pays, de foules agitant le drapeau rouge frappé de l'étoile et du croissant, écoutant et applaudissant les orateurs. Les commentateurs se sont extasiés sur ce mouvement exceptionnel par lequel toute la population turque se serait érigée en « vigie de la

démocratie ». Ils n'ont d'ailleurs fait là que reprendre les termes des principaux dirigeants politiques, qui tous ont salué cette mobilisation en feignant de la croire spontanée, et surtout en s'en voulant les porte-parole exclusifs.

« La souveraineté appartient à la nation », « ne laissons pas toucher à nos institutions », ont clamé les orateurs, dénonçant les « traîtres » partisans de Fethullah Gülen qui ont fomenté la tentative de putsch et les qualifiant de terroristes. Le parti d'Erdogan a obtenu le soutien des autres partis parlementaires, le CHP social-démocrate, le MHP ultra-nationaliste et même le HDP pro-kurde, qui tous se sont déclarés opposés au putsch. Il exalte le nationalisme turc, dénonçant l'attitude des États-Unis et de l'Union européenne qui auraient eu des sympathies pour les putschistes et n'ont que très mollement soutenu Erdogan.

Le leader turc a donc voulu afficher devant le pays et le monde le soutien populaire dont il dispose, et c'est une opération réussie. Il n'a cependant pu empêcher que des questions finissent par surgir, y compris dans les médias. Ainsi, comment expliquer que les partisans de Gülen, qui pendant des années ont fait partie de l'AKP et contribué à l'installation d'Erdogan au pouvoir, soient soudainement devenus pour lui des traîtres terroristes



Au meeting du 7 août, Erdogan affiche son portrait à côté de celui de Mustafa Kemal.

à qui l'on promet la peine de mort ? Comment, s'ils étaient si dangereux, ont-ils pu conquérir tant de postes dans les administrations, au point que le nombre de personnes arrêtées ou destituées atteindrait maintenant 60 000 ? Pour toute réponse, Erdogan a déclaré qu'il a été trop généreux avec les gülenistes, voire naïf, qu'il en demande pardon à son peuple et même... qu'au jour du jugement il en demandera pardon à Dieu !

Règlement de comptes et tournant politique

Le combat entre partisans de Gülen et partisans d'Erdogan, aujourd'hui révélé au grand jour, est celui de deux sectes musulmanes qui ont contribué ensemble à l'installation du parti islamiste AKP et qui pendant des années ont été complices. Elles se sont partagé allègrement les postes et les prébendes, avant de s'entre-déchirer, au fond, autour de ces mêmes enjeux.

L'échec de la tentative de coup d'État a fourni à Erdogan l'occasion de procéder à une purge massive de tous ceux qu'il considère comme des partisans de Gülen et dont, à l'évidence, les listes avaient déjà été préparées par ses services. Les grandes

démonstrations sur le thème de la « démocratie » sont un rideau de fumée pour cacher ce qui est un sordide règlement de comptes au sein de l'appareil d'État et même du parti AKP, opposant deux anciens complices. Combien de temps pourra-t-il cacher la réalité ?

La tentative de coup d'État du 15 juillet a été un épisode sanglant de ce combat, et ne sera sans doute pas le dernier. Mais elle entraînera certainement un tournant politique. Erdogan, qui a vu sa position fragilisée, a dû remplacer les nombreux généraux destitués. Pour cela, il a fait appel aux généraux kémalistes qu'il avait écartés de concert avec Gülen, en leur assurant que tous les procès faits contre eux seront rayés des registres. Il est désormais plus dépendant de ces généraux, plus obligé aussi quoi qu'il en dise de se conformer à la politique souhaitée par les États-Unis. En partie pour faire contrepoids, il a amorcé de grandes manœuvres diplomatiques, cherchant des soutiens du côté de ses ennemis d'hier, de la Russie à l'Iran. Il amorcerait même un rapprochement avec le régime d'Assad, après l'avoir combattu par milices islamistes interposées. Sans

doute devra-t-il aussi infléchir sa politique de guerre au Kurdistan, qu'il n'aura plus les moyens de mener. Il sera toujours temps de rendre les gülenistes responsables de dégâts qu'a causés sa politique...

Il est vrai aussi que toute l'opération d'Erdogan autour de la « démocratie » s'est appuyée sur un sentiment réel de la population de Turquie : elle ne veut pas, à juste raison, voir revenir l'époque où l'histoire du pays était faite de coups d'État militaires et où l'Armée tranchait les conflits en alignant ses chars dans les rues.

Depuis un mois Erdogan a voulu flatter cette population en lui répétant qu'elle est « la nation », la substance de la démocratie, que grâce à elle les putschistes ont été vaincus et que la souveraineté lui appartient. Mais ni lui ni un autre ne pourront empêcher les travailleurs, la population pauvre, les Kurdes, de se dire que, s'il en est ainsi, il est temps de mettre au premier plan leurs exigences en matière de conditions de vie, d'emploi, de salaires, de libertés ; et que ce combat-là est bien plus important que le combat de cliques qui se mène à la tête de l'État.

André Fryx

L'hypocrisie des dirigeants européens

Les dirigeants européens font la leçon au gouvernement turc sur les droits de l'Homme. Mais leur principale préoccupation est que les réfugiés arrivés en Turquie y restent.

L'accord passé au mois de mars entre l'Union européenne et la Turquie prévoyait que l'Union accueille

un réfugié syrien de Turquie en échange du refoulement d'un réfugié de Grèce. En échange de quoi les ressortissants turcs devaient être exemptés de visas pour accéder à l'Union européenne à partir du 1^{er} juin.

Il y a maintenant près de trois millions de réfugiés en Turquie. Seuls 849

d'entre eux ont été installés dans l'Union. Quant à l'exemption de visa pour les Turcs, elle a été reportée sous prétexte que le gouvernement d'Erdogan ne se conforme pas aux critères européens en matière de libertés. Les purges massives effectuées suite au coup d'État manqué servent

pour cela d'arguments supplémentaires.

Ainsi, les dirigeants européens voudraient que le régime turc continue de se charger des réfugiés syriens et de faire la police contre ceux qui voudraient gagner l'Europe, mais refusent de donner un visa à ses ressortissants sous

prétexte que le gouvernement turc est autoritaire. Ils se flattent ainsi de préserver les « valeurs européennes » mais ils affichent avant tout leur hypocrisie et leur mépris des populations et de leurs souffrances, qu'elles soient syriennes, turques ou autres.

Hervé Boidet

Syrie : cinq ans de guerre et de barbarie

Les combats font rage autour d'Alep, en Syrie. Les troupes de Bachar al-Assad soutenues par les avions russes et celles des rebelles, islamistes ou « modérés », qui contestent son pouvoir, se disputent des quartiers de la deuxième ville du pays, déjà presque complètement détruite.

Cinq ans après le début de la guerre, ce sont encore les combats meurtriers, les bombardements, et une situation de siège qui aggrave la pénurie et l'envolée des prix, tandis que les conditions de survie de la population empirent.

Depuis 2011, la guerre aurait fait selon les évaluations les moins pessimistes 290 000 morts, plus de 1 % de la population, poussé plus de la moitié des habitants à fuir leur ville voire le pays; dévasté les infrastructures et l'économie. 83 % du réseau électrique

ne fonctionneraient plus et de nombreux hôpitaux ou écoles ont été détruits ou ne peuvent plus être utilisés.

Quel est encore l'enjeu de cette guerre civile? La révolte d'une partie de la population en 2011, dans la foulée du « printemps arabe », pour tenter d'imposer ses droits démocratiques contre le régime féroce d'Assad a vite fait place à une guerre entre puissances régionales par bandes locales interposées, plus ou moins appuyées par les grandes puissances. Dans le camp rebelle, les milices islamistes les plus radicales

se sont imposées, promettant à la population la dictature de la charia. Le plus probable, et l'option vers laquelle semblent s'orienter finalement les puissances impérialistes derrière les États-Unis, est qu'Assad continuera de régner sur un pays rendu à l'état de champs de ruines.

Un pays détruit, une population vivant d'infinies souffrances, voilà le résultat de ces années de guerre à laquelle les différentes puissances prétendant intervenir pour aider le peuple syrien n'ont fait qu'amener chacune leur lot d'ignominies. Après quoi il restera pour elles un nouvel enjeu: comment s'adjuger les marchés de la reconstruction?

Nicolas Carl

Israël : l'impasse de la répression

Le 3 août, le Parlement israélien a abaissé de 14 à 12 ans l'âge minimum pour emprisonner un enfant pour « acte terroriste grave ». Avec cette loi, l'État israélien prétend s'opposer aux attaques menées par des Palestiniens, parfois très jeunes, contre des soldats ou des civils israéliens.

L'incarcération des moins de 14 ans était déjà effective en Palestine. Mais c'est maintenant dans tout Israël que des très jeunes vont pouvoir être emprisonnés et que la répression va s'accroître. Selon une organisation israélienne des droits de l'homme, en 2015, 30 enfants palestiniens ont été tués par l'armée et 1 735 blessés. Toujours en 2015, 860 très jeunes ont été arrêtés, dont 136 ayant moins de 12 ans.

Cette situation résulte

bien sûr de l'oppression que subissent les Palestiniens et de l'absence complète de perspective d'amélioration de leur sort. Israël continue de grignoter de plus en plus de terres à la Palestine et boucle complètement la Cisjordanie et Gaza, enfermant le peuple palestinien dans une prison à ciel ouvert. Dans ces territoires, le chômage et la pauvreté touchent presque tout le monde.

Cette politique de plus en plus répressive n'apportera jamais la sécurité aux Israéliens. Au contraire, elle ne fera que pousser toujours plus de Palestiniens à se battre pour changer leur sort. En emprisonnant même les plus jeunes, les dirigeants israéliens les transformeront encore plus vite en jeunes révoltés.

Arnaud Vautard

Mauritanie : la grève à la mine de Tasiast

Dans le numéro du 3 juillet de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) relatent la grève victorieuse des travailleurs de la mine d'or de Tasiast en Mauritanie.

Dans le site minier de Tasiast, la production de l'or a été totalement bloquée durant 18 jours à la suite d'une importante grève des travailleurs. Cette mine d'or et son usine de production, située à environ 250 kilomètres au nord de la capitale mauritanienne, Nouakchott, est l'une des plus importantes de l'Afrique de l'Ouest. L'entreprise emploie au total 2 600 salariés. Rien que sur son site de production il y a plus d'un millier de travailleurs « permanents », sans compter les « non permanents » et les sous-traitants. Elle appartient depuis 2010 à une société canadienne, Kinross Gold Corporation, par l'entremise d'une filiale locale, Tasiast Mauritanie Limited SA (TML SA).

La grève a éclaté le 23 mai dernier à la suite d'une décision de la direction de réduire les prestations de ses salariés pour augmenter ses profits. Abdallahi Nehah, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), une des centrales syndicales qui dirige le mouvement,

explique : « *La société a décidé notamment de réduire, à compter du 15 mai 2016, la prise en charge de l'assurance-maladie de 100 % à 80 %, de l'impôt sur les salaires de 75 % à 25 % et le bonus trimestriel de l'équivalent d'un mois de salaire à cinq jours seulement [...] Ces avantages sont devenus des acquis salariaux et ne sauraient être diminués sans négociations et accord entre les deux parties.* »

Cette décision est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le mécontentement couve depuis longtemps. En août 2013, une grève avait éclaté autour d'une plate-forme revendicative en plusieurs points concernant notamment les salaires et la couverture médicale. En octobre 2015, il y a eu aussi un mouvement de colère suite à une suppression d'emplois. Les travailleurs n'ont pas oublié la promesse faite par la direction, quelques années plus tôt, d'embaucher 4 000 salariés. Or depuis 2013, il y a déjà eu deux plans de licenciements: 300 salariés licenciés en 2013 et 148 en 2015.



Mineurs en grève.

C'est la soif des dirigeants de toujours augmenter leurs profits tout en diminuant le nombre de salariés et en rognant sur les prestations sociales qui a provoqué la dernière grève. La colère des travailleurs est d'autant plus grande qu'ils voient chaque jour une quantité importante d'or qui sort de l'usine grâce à leur travail alors que la direction veut diminuer le peu qu'ils perçoivent.

Au bout de 18 jours de grève, durant laquelle l'usine a été complètement bloquée, la direction a fini par faire marche arrière. Dans un premier temps, elle

a essayé de casser le mouvement en tentant de remplacer les grévistes par des sous-traitants. Mais sa tentative a échoué et elle a été contrainte de faire appel à la négociation avec les représentants des grévistes. Elle a officiellement annoncé qu'elle suspendait les mesures prises contre les salariés et qu'elle les soumettrait à la négociation avec les syndicats. Ceux-ci ont alors appelé à la reprise du travail après avoir obtenu la promesse qu'aucun gréviste ne sera licencié et qu'aucune mesure ne sera prise sans négociation.

Rien ne garantit cependant que la direction a définitivement renoncé à son plan de réduire les prestations. Elle reviendra certainement à la charge lorsqu'elle sentira que les travailleurs auront baissé la garde. Son objectif est avant tout d'augmenter les profits pour enrichir les actionnaires de la mine d'or. Mais par leur grève, les travailleurs ont fait la démonstration de leur force collective et ont montré à la direction qu'ils sauront se défendre contre d'éventuelles mesures scélérates.

UATCI

Jeux olympiques : les déficits aussi sont dopés

Des économistes de l'université d'Oxford se sont penchés sur les coûts réels des Jeux olympiques depuis 1960. La tendance est à l'explosion de ces coûts, qui ont atteint en moyenne ces dix dernières années 8,9 milliards de dollars, sans compter les travaux d'infrastructures, routes, gares, aéroports, hôtels.

L'étude montre aussi que, de tous les grands projets, ce sont ceux qui

ont les plus gros dépassements de budget, le coût final des Jeux dépassant

en moyenne deux fois et demie celui prévu initialement. Les Jeux de Montréal ont coûté huit fois plus cher que prévu, ceux de Barcelone, trois fois et demie, et ceux d'hiver de Lake Placid ou de Sotchi, près de quatre fois plus cher. À côté, ceux de Rio, qui n'en sont pour le moment qu'à 50% de dépassement, feraient presque

bonne figure.

Tout cela sans que les retombées économiques mises en avant pour la collectivité par les promoteurs des candidatures des villes soient au rendez-vous. Les hôtels de Sotchi sont aujourd'hui désertés, le parc olympique de Londres est un « mausolée d'argent public », les jeux ont mis la ville d'Athènes en quasi-faillite. Les conclusions de l'étude soulignent que, pour une ville ou un pays, décider d'organiser les Jeux olympiques revient à opter pour le projet le plus coûteux et le plus risqué financièrement qui soit.

Ces faits sont connus, mais cela n'empêche pas les

politiciens français, de la droite au PCF, de se battre pour être les meilleurs soutiens à la candidature de Paris aux JO de 2024. Hollande est donc parti à Rio, flanqué d'Hidalgo, Péresse, Teddy Riner et bien d'autres, pour promouvoir cette grande cause, si chère aux trusts du BTP, aux géants de l'assurance, des vêtements et équipements de sport, du tourisme, des chaînes de télévision, de la publicité, sans oublier les marchands de babioles bleu-blanc-rouge... Le tout sera payé par la population, qu'on n'a pas consultée sur le sujet, mais à qui on présentera la facture le moment venu.

Serge Fauveau

sauvés le temps des Jeux

Pour la première fois, une équipe participera aux JO sans drapeau ni hymne national : les dix sportifs de cette petite équipe sont des réfugiés. Le Comité international olympique (CIO) entendait ainsi promouvoir les « valeurs olympiques » et redorer son image ternie par les affaires de dopage.

Une des nageuses de l'équipe a fui la Syrie. Lorsque l'embarcation de fortune à bord de laquelle on lui a fait traverser la Méditerranée a commencé à prendre l'eau, elle s'est jetée à la mer pour la pousser. Un des coureurs a fui à

13 ans le Soudan du Sud et le destin d'enfant-soldat qui lui était promis. Les deux judokas sont originaires du Congo où ils ont été séparés de leurs parents par les horreurs de la guerre. Au cours du championnat du monde à Rio en 2013, leur entraîneur leur a volé passeport et argent. Ils sont donc réfugiés au Brésil.

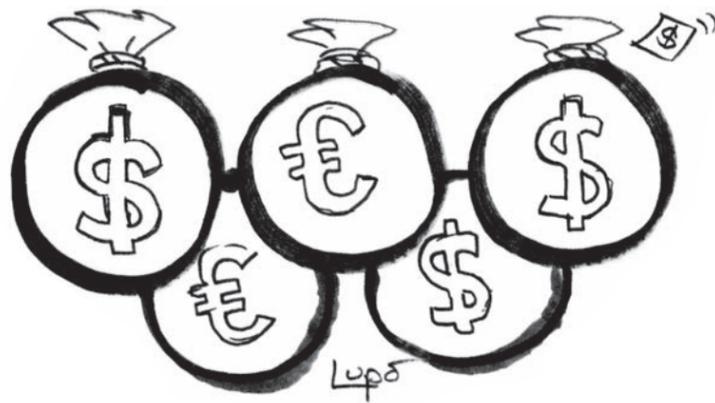
Pour autant, ces sportifs ne sont pas assurés d'être hors de danger. Comme le raconte le livre *Ne me dis pas que tu as peur* de Giuseppe Catozzella, la jeune Somalienne Saamiya Yusuf Omar, qui avait couru

lors des Jeux de Pékin en 2008, avait ensuite retrouvé l'enfer de son pays en guerre sous la coupe des islamistes. Elle avait dû s'entraîner en burqa, la nuit, et finalement prendre le chemin de l'exil. Elle a alors connu les horreurs d'un périple clandestin qui l'a amenée au bord de la Méditerranée où elle s'est noyée en tentant d'atteindre les côtes européennes.

Les « valeurs de l'olympisme », même pour les dix membres de cette équipe, ça durera quinze jours, et pas plus.

Nicolas Carl

esprit olympique 100 % croco



Derrière l'affrontement entre les athlètes, d'autres affrontements, violents ou feutrés, sont les vrais enjeux des Jeux. Ainsi, pendant des années, Adidas était l'équipementier officiel de la délégation française. Mais après les Jeux de Londres, ayant été un peu pingre dans ses propositions au comité olympique

français, il s'était fait chiper l'affaire par un crocodile sorti du marigot. Lacoste a emporté le morceau jusqu'en 2020, c'est donc lui qui fournit dorénavant aux 396 sportifs français les tenues pour les cérémonies d'ouverture et de clôture, les podiums et le village olympique.

Lacoste refuse de

communiquer le montant des retombées commerciales qu'il attend de cet investissement de quelques millions d'euros. Selon certaines estimations, entre la publicité et les produits dérivés, il pourrait au moins décupler la mise. À 30 euros pour la serviette de toilette tricolore, 40 euros la casquette, et 110 euros le polo, cela laisse de la marge.

Le crocodile a de l'appétit, mais l'écosystème est riche, et pour les compétitions elles-mêmes, les fédérations sont libres de choisir leur équipementier. Nike a le football, Asics l'athlétisme, Adidas garde le basket, il y aura donc de l'or et de l'argent pour tout le monde.

S.F.



médailles à titre provisoire ?

45 sportifs viennent d'être dépistés positifs lors des Jeux olympiques de... 2008 et 2012, grâce aux prélèvements conservés depuis. Le dopage étant souvent indécélable, en avance sur les techniques de dépistage, on s'attend à

ne découvrir que dans des années de nombreux cas de dopage de 2016.

Les seuls champions certifiés sont donc, dans la discipline course au profit, les grandes entreprises qui sponsorisent les Jeux!

F.G.

champion de la bêtise

Ceux qui ont regardé la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques sur France 2 en ont eu non seulement plein les yeux, mais aussi plein les oreilles, grâce à l'intermittent journaliste Daniel Bilalain. Au passage, ils ont ainsi appris que le trafic d'esclaves « a été nécessaire ici pour le développement industriel », et que « le Brésil a utilisé les services de ces esclaves africains ». Bref, en quelque sorte une prestation de service, qui aurait permis la modernisation du pays.

Faut-il rappeler que

l'esclavage, s'il a certainement été une des bases de l'accumulation du capital des bourgeois européens, a été non seulement une abomination, mais qu'il a bloqué aussi pendant longtemps tout développement et tout progrès au Brésil, en maintenant une main-d'œuvre abondante, taillable et corvéable à merci, moins chère que les machines modernes?

Certains passent vite de la bêtise chauvine, très répandue en cette période olympique, à la bêtise raciste.

S. F.

Lisez la revue **Lutte de classe**

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 177 - juillet-août 2016

- Loi travail : les leçons de quatre mois de lutte
- Grande-Bretagne : après le référendum sur le Brexit
- La Chine rattrapée par la crise mondiale et par la lutte des classes
- Revenu garanti, salaire universel... ou abolition du salariat ?
- Reconstruire la gauche ? Une imposture doublée d'une impasse
- Le Front populaire : de la duperie au mythe
- Léon Trotsky sur 1936

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

Été 1936 : des premiers congés payés à la contre-attaque patronale

En août 1936, des centaines de milliers de familles ouvrières découvraient les joies des vacances. Les congés payés étaient en effet devenus un droit pour tous les salariés, et on comprend la joie de tous ceux qui, à cette occasion, purent pour la première fois partir pour quelques jours de liberté.

En parallèle, Blum faisait passer en urgence, entre le 9 et le 12 juin, les lois sur les congés payés et la semaine de 40 heures. La Chambre des députés et le Sénat les votèrent à la

partirent pas en vacances pour autant. Blum se vanta ensuite d'avoir eu « le sentiment d'avoir, malgré tout, apporté une embellie, une éclaircie dans des vies difficiles, obscures ».

Mais pendant que les ouvriers étaient éloignés pour l'été, la revanche se préparait déjà. La presse de droite se déchaîna contre les « salopards en casquette » qui allaient souiller la Côte d'Azur et autres lieux de villégiature où les bourgeois étaient entre eux. Elle stigmatisait la paresse et « l'esprit de jouissance » encouragé chez les travailleurs par le gouvernement Blum. En réalité, la bourgeoisie française avait eu peur et commençait à se sentir soulagée en voyant la vague gréviste refluer. Et au moins, les ouvriers en vacances ne penseraient plus à occuper les usines !

En fait, les congés payés, comme les autres concessions faites par le gouvernement de Front populaire et le patronat, avaient aussi un avantage. Ils contribuaient à démobiliser les travailleurs face à la contre-attaque qui se

préparait, mais aussi au moment où en Espagne, le coup d'État de Franco contre le gouvernement de Front populaire se heurtait à une mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière dont celle de France aurait dû être l'alliée naturelle.

À la fin de ces années trente, l'enjeu en Europe était la révolution ou, une nouvelle fois, la barbarie d'une guerre mondiale qui approchait à grands pas. Le gouvernement de Front populaire n'était qu'un camouflage momentané du pouvoir du patronat. Dès septembre 1936, quand celui-ci releva la tête et refusa d'appliquer les lois sociales de juin, le gouvernement Blum ne fit rien pour le contraindre. Trois ans après, alors qu'en Espagne la classe ouvrière était écrasée, en France la guerre réduisait à néant les conquêtes sociales de 1936. Faute d'être allé jusqu'au bout de ses possibilités, le puissant mouvement de la classe ouvrière laissait la place à une nouvelle tragédie.

Serge Fauveau



On présente souvent aujourd'hui cette conquête de Juin 1936 comme due au Front populaire, cette « union de la gauche » réalisée à l'époque derrière le socialiste Léon Blum. La réalité est très différente. Le programme du Front populaire ne comportait ni les congés payés, ni les 40 heures, et si le Parti communiste le soutenait, ce n'est pas qu'il présentait de réelles avancées pour les travailleurs. C'était sur injonction de Staline, à une époque où il cherchait contre Hitler l'alliance des bourgeoisies « démocrates » de France et d'Angleterre, à qui il voulait montrer qu'il avait rompu avec toute politique révolutionnaire.

Ce qui changea la donne, après la victoire électorale du Front populaire aux élections législatives du printemps 1936, fut l'irruption de la grève. Face au patronat, la classe ouvrière ne voulait pas s'en remettre passivement au gouvernement. La grève gagna peu à peu tout le pays et toucha toutes les catégories de salariés, dont beaucoup ne s'étaient jamais mis en grève auparavant. Pour la première fois en France, les ouvriers occupaient massivement les usines. Pour les patrons, c'était une attaque frontale contre leur propriété privée. Pour reprendre le contrôle de la situation, ils firent pression sur le nouveau gouvernement afin qu'il trouve

rapidement une issue à la crise.

Le gouvernement Blum réunit donc les représentants patronaux et syndicaux à Matignon. En une nuit, ceux-ci se mirent d'accord sur la reconnaissance du droit syndical, le principe de contrats collectifs, l'institution de délégués ouvriers élus et le réajustement des salaires de 7 à 15%. Cela ne suffit cependant pas pour arrêter les grèves. Il fallut pour cela que les dirigeants des partis ouvriers mettent tout leur poids dans la balance, comme Maurice Thorez, le dirigeant du PCF, avec sa célèbre formule : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. »

quasi-unanimité, droite incluse. Il s'agissait d'arrêter coûte que coûte la marée gréviste. Le texte législatif était simple : pour tous les salariés liés à un employeur par un contrat de travail, la durée des congés payés serait de quatorze jours, dont douze ouvrables, après un an de services continus, et d'une semaine, dont six jours ouvrables, pour six mois de services.

Ainsi, en quelques jours, fut adoptée une réforme sociale considérée comme utopique pendant des décennies. Que les patrons payent pour que les ouvriers se reposent : voilà qui faisait date et bouleversait l'existence des travailleurs, même si tous ne

Les vacances, un luxe ?

Selon plusieurs instituts de sondage, plus d'un tiers des Français (37%) ne partiront pas en vacances cet été. Parmi ceux-là, la majorité n'ont pas fait le choix de passer leurs vacances dans leur domicile, ils y sont contraints par le manque de moyens financiers qui leur interdit toute dépense supplémentaire – voyage, hébergement, etc. De même, un enfant sur trois sera lui aussi privé de vacances, dénonce le Secours populaire

qui offre chaque année une journée à la mer à des enfants de milieu défavorisé.

En juin 1936, les travailleurs avaient arraché par leur grève le droit à quinze jours par an de congés payés. 80 ans plus tard, alors que la productivité n'a cessé de croître et devrait permettre à chacun de vivre et de se reposer sans soucis financiers, les plus pauvres restent privés de vacances.

M.L.



Sainte-Marie-aux-Mines : fermeture de la piscine en août !

Après avoir décidé de couper l'éclairage public à 23h en semaine et à minuit le samedi, et de réduire la rotation de la tournée du transport urbain, la ville de Sainte-Marie-aux-Mines, dans le Haut-Rhin, invoque des contraintes budgétaires pour fermer la piscine municipale pendant le mois d'août.

Tant pis pour ceux qui n'ont pas les moyens de partir en vacances ! Et la mairie s'est assise sur les 400 signatures recueillies

par la pétition contre la fermeture de la piscine.

Cette décision est certes la conséquence de la réduction générale des dotations accordées par l'État aux collectivités locales, sous Hollande comme sous Sarkozy, afin de pouvoir arroser encore plus le patronat. Mais c'est aussi un choix de la municipalité : celui de faire subir à la population, et notamment à sa frange la plus pauvre, la dégradation des services publics.

Correspondant LO

RATP : une ouverture à la concurrence qui ne peut rien apporter de bon

La RATP a distribué à l'ensemble de ses 45 000 agents un « carnet de route » dans lequel elle entend préparer les esprits aux « nouveaux défis » engendrés par l'ouverture à la concurrence de son réseau historique, annoncée pour les prochaines années.

Premier employeur d'Île-de-France, la Régie autonome des transports parisiens gère 351 lignes d'autobus, la totalité des lignes de métro et de tramway ainsi que le RER A et la partie sud du RER B. Cette situation de quasi-monopole, qui remonte à la création de la Régie en 1949, est amenée à disparaître dans les prochaines années.

Le réseau de bus, dont l'ouverture à la concurrence est programmée pour 2024, est le premier concerné. Ce serait ensuite au tour du tramway en 2029, puis du métro et RER en 2039.

La RATP présente ce changement comme une décision imposée par Bruxelles. Comme si les directives de Bruxelles n'étaient pas l'expression des intérêts du grand patronat, notamment français ! L'argument pour justifier la mise en concurrence est la nécessaire modernisation des transports. Il est vrai que le réseau est saturé. La fréquentation du métro a augmenté de près de 50 %

ces vingt dernières années. Les rames bondées font partie du quotidien des usagers, y compris le week-end ou tard le soir. Mais ce qui pose problème n'est pas la situation de monopole de la RATP, c'est l'absence de volonté politique d'adapter l'offre de transport aux besoins de la population.

Plutôt que de faire les investissements nécessaires, l'État, actionnaire à 100% de la RATP, s'emploie à rendre le réseau attractif pour les capitaux privés. Derrière les mots ronflants de « recherche d'excellence », et bien sûr, de « compétitivité », une attaque en règle contre les conditions de travail est mise en œuvre depuis des années. Les salaires sont bloqués, les effectifs sont de plus en plus réduits. Aux bus qui regroupent près de 15 000 agents, ce sont 250 postes de régulateurs de ligne, soit près de la moitié, qui ont disparu en quelques années. La régularité des bus s'est dégradée. Pour les usagers, ce sont des attentes plus longues aux arrêts,

avec des bus qui se suivent et des trous atteignant 20 à 30 minutes dans la fréquence de passage. La Régie a tenté à plusieurs reprises de faire travailler les machinistes au-delà des 7h30 en vigueur actuellement. Leurs mobilisations ont pour l'instant réussi à l'en empêcher.

Malgré un trafic croissant, le métro suit la même évolution. Les effectifs sont sans cesse revus à la baisse. Pour couvrir l'ensemble des services, la direction entend modifier les règles d'utilisation des conducteurs. Un conducteur de réserve, amené à conduire sur une autre ligne que la sienne, ne verrait plus le temps de trajet supplémentaire inclus dans son temps de travail et devrait faire le service dans sa totalité.

Autant dire que la brochure de la RATP, invitant les agents à « relever le défi » de la concurrence, n'a pas eu beaucoup de succès, comme en témoigne le nombre de « carnets de route » partis tout droit à la poubelle. S'il y a un défi à relever, c'est de stopper cette politique qui est une catastrophe pour les conditions de travail des agents et pour la population.

Correspondant LO



Techno-Vert – Belfort : manœuvres patronales

Depuis un mois, les 32 salariés de Techno-Vert, entreprise d'aménagement paysager qui partage de gros contrats sur le chantier du nouvel hôpital Nord-Franche-Comté, sont inquiets. Menacés de ne pas être payés fin juillet, ils ne devaient toucher leur salaire que le 5 août. Et ensuite ?

Leur patron accuse la direction de l'hôpital de l'avoir étranglé en baissant de 25% la facture d'un contrat de 1,2 million d'euros par « erreur administrative ». Ce contrat avait été conclu conjointement avec Eiffage, qui est aussi actionnaire de Techno-Vert. Un autre contrat de 2 millions d'euros est en cours qui lui, c'est promis, ne sera pas abaissé.

Alors, n'y a-t-il vraiment plus d'argent pour payer les salaires ou est-ce plutôt un odieux chantage de patrons qui ont des

arrière-pensées ? Ce patron de PME est en pourparlers pour vendre l'entreprise à un « gros opérateur des travaux publics de la région ». Ses appels au secours ont été entendus par l'Agence régionale de santé et le gouvernement, qui n'ont pas manqué de trouver les garanties financières publiques exigées par le Crédit agricole pour débloquent les salaires. Un accord a aussi été trouvé entre, d'une part, la direction de l'hôpital et, d'autre part, Techno-Vert, Eiffage et le futur repreneur mystère.

Les travailleurs, premiers concernés et derniers informés, ont bien des raisons de craindre d'être les sacrifiés de ces marchandages entre capitalistes pour qui la construction d'un hôpital est d'abord une promesse de confortables profits.

Correspondant LO

Agglomération de La Rochelle : projet de privatisation des transports

En janvier 2015, les conducteurs des bus de la régie publique RTRC (desserte de La Rochelle et des communes proches), avec la CGT, et ceux de la zone périurbaine (l'entreprise semi-publique Transdev), avec FO, avaient mené une grève de plusieurs semaines contre des attaques multiples sur leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail (temps de pause, heures de nuit, indemnité repas, baisse des primes en cas de maladie ce qui incite les chauffeurs à conduire un bus en étant malade).

Ces attaques étaient dirigées par le maire J.-F. Fountaine avec, aux avant-postes, son adjointe à la mairie et à la communauté d'agglomération (CDA) l'écologiste Brigitte Desveaux, sous le prétexte jésuitique de pérenniser la régie publique RTRC, dont l'élue accusait les grévistes de menacer l'existence, et de faire le jeu des intérêts privés !

Le mensuel de la CDA montre qu'il s'agissait

d'une imposture. Le binôme Fountaine-Desveaux y dévoile le nouveau plan de circulation de l'agglomération : la RTRC ne garde que les bus de La Rochelle intra-muros, les autres lignes étant promises à une entreprise privée. Les sacrifices imposés aux salariés

n'ont en rien préservé l'entreprise publique. Les grévistes des transports de La Rochelle n'étaient évidemment pas dupes des mensonges des élus. Maintenant qu'ils éclatent au grand jour, ils sont une leçon pour les luttes à venir.

Correspondant LO

PSA : ils n'en ont jamais assez !

La direction du groupe PSA vient d'annoncer 1,2 milliard de bénéfices sur les six premiers mois de l'année. C'est un doublement par rapport à 2015, où il avait fallu toute l'année pour atteindre un tel chiffre. Les actionnaires se frottent déjà les mains : l'action a augmenté de plus de 9% le 27 juillet, et le PDG Carlos Tavares a annoncé le versement de dividendes l'an prochain... tandis que son salaire de 14 500 euros par jour, en hausse de 100% en un an, pourrait bien continuer à grimper.

Et c'est pour faire

encore plus de profits que de nouvelles mesures de compétitivité viennent d'être décidées début juillet : des attaques sur les salaires des travailleurs du groupe, la poursuite des suppressions d'emplois, et davantage de flexibilité.

Mais à force de faire des sacrifices, dont le seul résultat est que les actionnaires se gavent, les travailleurs de PSA pourraient bien se faire entendre, pour refuser que les milliards de bénéfices ne servent qu'à alimenter les coffres-forts d'une poignée de parasites.

Correspondant LO

Air France : un nouveau licenciement scandaleux

La ministre du Travail, Myriam El Khomri, vient, malgré le refus de l'inspection du travail, d'autoriser le licenciement d'un délégué du personnel CGT des ateliers d'Air France à Roissy.

À la DM (ateliers de maintenance des avions) de Roissy, si la nouvelle n'a guère surpris ses camarades de travail, ceux-ci exprimaient tous leur indignation. Car ce licenciement s'ajoute à quatre autres prononcés à l'encontre de salariés, eux sans protection syndicale, qu'Air France a déjà jetés à la rue dans l'affaire dite de la chemise de son directeur des ressources humaines, en octobre 2015.

À l'époque, la direction venait d'annoncer la suppression de milliers d'emplois, dont de nombreux licenciements secs. Plus de 2 000 travailleurs des ateliers, du fret et d'autres secteurs avaient saisi l'occasion de la convocation d'un comité central d'entreprise pour aller demander des comptes aux représentants de la direction. Cette dernière, qui s'attendait à une explosion de colère, avait sauté sur l'occasion pour se présenter en victime et faire pleuvoir des sanctions, dont des mises à pied, sur des travailleurs pris au hasard.

Durant plusieurs jours, gouvernement, médias, Medef, droite et Front national

avaient fait chorus, déversant leur haine de classe contre des ouvriers et techniciens qui refusaient de se laisser priver de leur emploi.

Dix mois plus tard, ce qui ne doit plus étonner grand monde, le gouvernement persiste et signe dans son soutien sans faille à un patron de combat. Et peu lui importe que ce patron, qui prive de leur gagne-pain cinq travailleurs et en a sanctionné lourdement trois fois plus, se fasse justice lui-même. Car si le procès qui doit se prononcer sur ces licenciements et sanctions n'a toujours pas eu lieu, la direction d'Air France a carte blanche pour faire sa propre justice, comme les seigneurs du Moyen-Âge. Et elle sait pouvoir compter sur l'absolution préalable du gouvernement, dont la ministre du Travail prétend, dans un communiqué, que « *la faute reprochée est d'une gravité suffisante pour justifier du licenciement du salarié protégé* ». Les juges qui vont examiner les faits d'ici quelques mois n'ont qu'à se le tenir pour dit : la justice de classe du patron et de la



Manifestation de soutien aux travailleurs licenciés d'Air France, devant le tribunal de Bobigny en décembre 2015.

ministre a déjà tranché.

Voilà prévenus ceux qui voulaient croire qu'avec le départ cet été du PDG d'Air France-KLM, de Juniac, présenté comme inflexible, la direction allait sinon mettre de l'eau dans son vin, du moins mettre les formes dans ses attaques contre le personnel. Air France n'entend pas y renoncer. En tout cas, tant que le personnel de la compagnie ne l'y forcera pas.

La grève des pilotes en juin, puis celle des hôtesses et stewards fin juillet-début

août, ont été un succès au niveau de la mobilisation. Elles ont montré que ces salariés n'étaient pas dupes des mensonges de la direction et refusaient de faire des sacrifices à n'en plus finir, dont le seul résultat est de doper les profits des actionnaires de la compagnie. Et la direction d'Air France sait bien que, parmi le reste du personnel, nombreux sont celles et ceux qui partagent cette façon de voir.

Alors, la direction multiplie les sanctions au

moindre prétexte, et pas seulement dans « l'affaire de la chemise ». Elle voudrait faire peur de façon préventive qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. Craint-elle, ce qu'elle n'aurait pas volé, de se retrouver non plus face au mécontentement de tel secteur ou telle corporation, mais face au refus de l'ensemble du personnel de laisser passer ses attaques contre les salaires, l'emploi et les conditions de travail ?

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Calais :

une guerre économique payée par les travailleurs

Depuis le début de l'année, les destructions d'emplois ont poursuivi leurs ravages à Calais, une ville ouvrière sinistrée depuis vingt ans par les fermetures d'usines.

Le énième épisode de la guerre commerciale entre Eurotunnel et les compagnies de ferries P&O et DFDS, qui se disputent les énormes profits que rapporte la liaison transmanche Calais-Douvres, a eu pour victimes les 350 salariés de Myferrylink. Ces derniers, qui avaient déjà été licenciés par la filiale de la SNCF Seafrance, se sont battus durant trois ans pour garder leur emploi en créant une scop. Eurotunnel, qui avait soutenu leur initiative uniquement pour contrer son concurrent DFDS, a finalement trouvé plus rentable de s'allier avec lui en saborant les salariés. Une fois Myferrylink liquidée, les

promesses d'embauche se sont révélées du vent.

En avril dernier, les marins ont quand même touché, grâce à leur lutte, un chèque de 15000 euros. Comme l'a exprimé alors un dirigeant du Syndicat maritime Nord : « Ces 15000 euros, ce n'est pas une victoire, mais cette somme marque le respect que l'on doit aux salariés. »

Les salariés de Tioxide-Huntsman, eux aussi, savent ce que valent les promesses des patrons : durant des années, ceux de ce groupe américain, leader mondial dans la production de dioxyde de titane, n'ont cessé de tenir des propos rassurants. Puis, brutalement, il y a un an, ils ont

décidé la fermeture partielle de l'usine. Après avoir vanté la qualité de la production du site calaisien, ils ont prétexté que la haute qualité était finalement moins rentable que le bas de gamme. 160 salariés sur 260 ont été licenciés et les sous-traitants ont été aussi touchés. Et les rescapés du plan social redoutent pour cet été la fermeture totale de l'usine. Cela n'empêche pas que, selon les experts, « le groupe Huntsman affiche une excellente santé financière ».

Dans ces grands groupes mondiaux, l'emploi des salariés est à la merci de la stratégie des directions. Les 400 salariés d'Alcatel-Network Submarine, entreprise qui fabrique des câbles sous-marins, vivent eux aussi avec le couperet sur la tête. D'abord soulagés que leur usine n'ait pas

été fermée comme d'autres sites Alcatel, puis soulagés qu'elle ait été rachetée par le groupe finlandais Nokia, ils n'ont pour autant pas de garantie pour leur emploi de demain. De même, les 400 salariés de Schaeffler, fabricant de chaînes de transmission automobile, redoutent actuellement une délocalisation en Chine ou un transfert de leur production en Allemagne. Et ils ne peuvent avoir aucune confiance dans les dénégations de la direction. Car ces groupes milliardaires se livrent à leurs tractations, à leur jeu de rachats-acquisitions, dans le secret des affaires, et ils ne se gênent pas pour abreuer les travailleurs de mensonges.

Les forces politiques locales, relayées par les médias, ont apporté de l'eau au moulin patronal,

en semant des illusions : la maire UMP Natacha Bouchart et le député PS Yann Capet ont multiplié les déclarations de soutien aux salariés des entreprises qui licencient, tout en défendant ces géants capitalistes florissants. Ils ont prétendu ainsi sauver la ville ou la région. Mais c'est bien le cadet des soucis de ces patrons motivés uniquement par la recherche de placements plus rentables pour leurs capitaux. En pointant du doigt les Anglais, les Allemands, ou les Chinois comme responsables des licenciements, ces politiciens locaux contribuent à dédouaner les dirigeants de ces groupes industriels qui, sur des dizaines de sites dans le monde, exploitent les ouvriers de toute nationalité.

Correspondant LO

SFR : le patron veut supprimer un tiers des effectifs

L'opérateur téléphonique SFR, passé en 2014 sous la coupe de l'homme d'affaires Patrick Drahi, a fait connaître le détail de son plan de 5000 suppressions de postes d'ici 2019.

Il est d'abord prévu de mettre à la porte dans les mois à venir un millier de salariés des filiales de distribution, les magasins SFR que l'on voit dans toutes les villes. Pour obtenir le soutien de l'actuel

gouvernement quand il a acheté SFR, Drahi avait pourtant promis de ne supprimer aucun emploi d'ici juin 2017. Myriam El Khomri, la ministre du travail, qui a reçu la direction de SFR le 2 août, n'a rien

trouvé à y redire.

Concernant les salariés du groupe, 4000 personnes sont menacées de perdre leur poste de juillet 2017 à juillet 2019. Là encore la direction fait une promesse : aucun d'entre eux ne subirait de licenciement sec... à condition qu'aucun changement substantiel n'intervienne dans le monde des télécoms.

Pour convaincre les travailleurs d'accepter de se sacrifier sans broncher, SFR vient d'annoncer des pertes financières au premier semestre. Pourtant Drahi, auditionné par le Sénat en juin, déclarait pour justifier son exil fiscal personnel en Suisse : « SFR paye ses impôts en France, et en paye beaucoup. Et s'il en paye beaucoup, c'est parce

que je l'ai redressé. »

Pour augmenter encore sa fortune estimée à plus de 15 milliards d'euros, Drahi bénéficie du soutien des sommets de l'État, bien qu'il mente et ignore ses promesses. Mais il n'y a aucune raison pour que les travailleurs de SFR acceptent de perdre leur emploi.

Lucien Déroit

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Depuis le début de juillet et pendant tout le mois d'août encore, les caravanes de Lutte ouvrière sillonnent le pays. Ce ne sont pas les sujets de discussions qui manquent. Annonce des 5000 licenciements à SFR, licenciement d'un délégué CGT d'Air France validé par la ministre du

Travail : le patronat et le gouvernement socialiste ne connaissent pas de pause dans leurs attaques contre les travailleurs. Comment mettre fin à cette situation, comment rendre coups pour coups et faire changer l'espoir de camp ?

C'est aussi à l'approche de l'élection présidentielle

de 2017 l'occasion d'annoncer la candidature de Nathalie Arthaud. Et au-delà, de discuter de la nécessité de reconstruire un parti communiste révolutionnaire pour changer cette société que le capitalisme enfonce dans la barbarie, en aggravant partout les inégalités et en multipliant les guerres.

Les prochaines étapes

Aquitaine – Limousin

Jeu 11 août : Périgueux

Vend 12 août : Limoges

Samedi 13 août : Brive

Manche – Mayenne

Jeu 11 août : Mayenne

Vend 12 août :

Fougères – Vitré

Samedi 13 août : Laval

Nord – Pas-de-Calais

Picardie

Lundi 15 août : Cambrai

Mardi 16 août : Amiens

Mercredi 17 août : Arras

Jeu 18 août : Calais

Vend 19 août :

Boulogne-sur-Mer

Samedi 20 août : Saint-Omer

Languedoc

Lundi 15 août :

Narbonne-Plage

Mardi 16 août : Béziers

Mercredi 17 août : Sète

Jeu 18 août : Narbonne

Vend 19 août :

Perpignan

Samedi 20 août :

Montpellier

Provence

Lundi 15 août : Nîmes

Mardi 16 août :

Martignes – Port-de-Bouc

Mercredi 17 août :

Salon-de-Provence

Jeu 18 août :

Aix-en-Provence

Vend 19 août : Vitrolles

Samedi 20 août : Arles

Savoie – Ain

Lundi 15 août : Annecy

Mardi 16 août : Albertville

Mercredi 17 août : Chambéry

Jeu 18 août : Oyonnax

Vend 19 août :

Villefranche-sur-Saône

Samedi 20 août :

Bourg-en-Bresse

Le blog de Nathalie Arthaud

Nathalie Arthaud sera la candidate de Lutte ouvrière lors de la prochaine élection présidentielle. Sur son blog, www.nathalie-arthaud.info, les internautes retrouveront son carnet de campagne et la brochure de Lutte ouvrière *Faire entendre le camp des travailleurs*.

